

Ce qui suit est un compte-rendu de la manifestation du 5 mai et du lendemain, ainsi que quelques réflexions générales sur la situation critique du mouvement en Grèce à l'heure actuelle. En dépit d'avoir été placé dans une période de terrorisme financier aigu et prenant de l'ampleur jour après jour, avec les menaces constantes de la faillite de l'État et les appels à "faire des sacrifices", la réponse du prolétariat à la veille du vote des nouvelles mesures d'austérité au Parlement grec a été impressionnante. Cela a probablement été la plus grande manifestation de travailleurs depuis la chute de la dictature, y compris celle de 2001 qui a conduit au retrait du projet de réforme des retraites. Nous estimons qu'il y avait plus de 200.000 manifestants dans le centre d'Athènes et environ 50.000 de plus dans le reste du pays.

EN UN MOMENT CRITIQUE ET ASPHYXIANT

le 9 mai 2010, rapport de TPTG - Athènes -
[Traduction : XYZ pour le site OCLibertaire... et au-delà !]

Il y a eu des grèves dans presque tous les secteurs du processus de (re) production. Une foule prolétaire similaire à celle qui avait pris les rues de décembre 2008 (également appelée péjorativement "jeunes à capuche" par les médias de propagande officielle), qui se retrouvait également équipé de haches, maillets, marteaux, cocktails Molotov, pierres, bâtons, masques à gaz et lunettes. Bien que parfois les manifestants masqués ont été hués quand ils essayaient ou réussissaient à attaquer des bâtiments, en général ils étaient en phase avec ce flot bariolé, coloré, et en colère des manifestants. Les slogans allaient du rejet du système politique dans son ensemble, comme « brûlons le bordel parlementaire ! », à des slogans patriotiques tels que « Dehors le FMI », ou populistes comme les « Voleurs ! » et « les gens exigent que les escrocs aillent en prison ». Les slogans agressifs contre les politiciens en général sont devenus de plus en plus dominants ces jours là.

Dans la manifestation de la GSEE-ADEDY [confédérations du privé et du public], les gens ont commencé à occuper la place par milliers et le président de la GSEE a été accueilli par des sifflets et des hululements quand il a commencé à parler. Quand la direction de la GSEE a voulu répéter le détour qu'ils avaient déjà fait une première fois le 11 mars dernier, pour éviter le gros de la manifestation et en prendre la tête, peu de gens ont suivi ...

La manifestation convoquée par le PAME (le « Front ouvrier » du KKE) a également été importante (plus de 20.000) et arriva en premier à la place Syntagma. Son plan était de rester là pendant un moment et de s'en aller juste avant qu'arrive la manifestation principale. Toutefois, ses membres ne sont pas partis mais sont restés, en colère et en chantant des slogans contre les politiciens. Selon le leader du KKE, c'étaient le fait de provocateurs fascistes (de fait, il a accusé le parti LAOS, un mixte de droite ultra et de nostalgiques de la Junte des colonels), qui brandissaient des banderoles du PAME incitant les membres du KKE à entrer de force dans le parlement et, ainsi, discréditant la loyauté du parti envers la constitution ! Bien que cette accusation ait une certaine validité, car certains fascistes ont bien été vu là, la vérité est

que, selon des témoins, les dirigeants du KKE ont eu des difficultés à obtenir de ses membres qu'ils quittent rapidement la place et qu'ils cessent de crier des slogans contre le Parlement. Il est peut-être trop audacieux de prendre cela comme un signe d'une désobéissance progressive envers les règles d'acier de ce parti monolithique, mais en ces temps si incertains, nul ne peut réellement savoir...

Les soixante-dix ou plus de fascistes qui faisaient face aux forces anti-émeute insultaient les politiciens (« politiciens, fils de pute ! »), chantaient l'hymne national et même jetaient des pierres contre le Parlement, probablement avec l'intention, vaine, d'éviter toute escalade de la violence, mais rapidement ils ont été absorbés par les énormes vagues de manifestants qui parvenaient à la place.

Bientôt, une foule de travailleurs (électriciens, postiers, employés municipaux, etc.) a essayé d'entrer dans le bâtiment du Parlement par tout accès possible, mais des milliers de policiers anti-émeute étaient disposés sur l'esplanade et devant l'entrée. Un autre groupe de travailleurs de différents âges et des deux sexes se sont mis à insulter et menacer les policiers se trouvant devant la tombe du soldat inconnu. Bien que la police anti-émeute ait réussi, grâce à une contre-attaque massive avec gaz lacrymogènes, à disperser les gens, de nouveaux groupes de manifestants arrivaient sans cesse au Parlement tandis que les premiers groupes qui avaient été forcés de battre en retraite se réorganisaient dans la rue Panepistimiou et l'avenue Syngrou. Là, ils ont commencé à détruire tout ce qu'ils pouvaient et ont attaqué les anti-émeutes qui se trouvaient dans les rues avoisinantes.

Bien que la plupart des grands édifices du centre-ville avaient été fermés par des volets métalliques, ils ont réussi à attaquer quelques banques et bâtiments publics. Une destruction massive de propriétés s'est produite, en particulier dans l'avenue Syngrou, car la police n'avait pas assez d'effectifs pour réagir immédiatement à cette partie des manifestants, du fait qu'ils avaient reçu l'ordre de donner la priorité à la protection du Parlement et à l'évacuation des rues Panepistimiou et Stadiou, les deux principales ave-

nues par lesquelles les gens revenaient constamment vers le Parlement. Des voitures de luxe, un bureau du ministère des finances et un autre de la préfecture d'Athènes ont été incendiés ; même quelques heures plus tard, cette partie de la ville ressemblait toujours à une zone de guerre. Les combats ont duré près de trois heures. Il est impossible de dire tout ce qui s'est passé dans les rues. Un seul incident : certains enseignants et d'autres travailleurs sont parvenus à encercler quelques policiers anti-émeute du groupe Delta – un nouvel corps anti-émeute qui roule en moto – et leur donner une raclée pendant que les policiers criaient « S'il vous plaît, non, nous sommes aussi des travailleurs ».

Les manifestants qui avaient été repoussés vers la rue Panepestimou retournaient en groupes vers le Parlement et se sont longuement affrontés à la police. Les gens se sont de nouveau mélangés et ne parlaient pas. Un employé municipal d'âge moyen avec des pierres dans les mains nous raconta, ému, combien la situation lui rappelait les premières années qui suivirent la chute de la dictature, à la manifestation de 1980 à laquelle il participa, qui commémora les événements de l'Ecole Polytechnique, et où la police a tué une femme, la travailleuse de 20 ans Kanellopoulou. Bientôt, de terribles informations arrivent sur les téléphones portables en provenance d'agences étrangères : 3 ou 4 personnes sont mortes dans l'incendie d'une banque.

Il y avait eu quelques tentatives de brûler certaines banques dans quelques endroits, mais dans la plupart des cas, les gens n'allaient pas au-delà parce qu'il y avait des jaunes enfermés à l'intérieur. Seul le bâtiment de la Banque Marfin de la rue Stadiou a effectivement été brûlé. Cependant, seulement quelques minutes encore avant que ne commence la tragédie, ce n'étaient pas des "hooligans masqués" qui criaient « jaunes ! » aux employés de la banque, mais des groupes organisés de grévistes, qui criaient et les insultaient pour qu'ils abandonnent le bâtiment. Étant donné la taille de la manifestation et sa densité, le vacarme et le bruit des chansons, de toute évidence une certaine confusion – courante dans de telles situations – fait qu'il est difficile de relater avec précision ce qui s'est passé dans ce tragique incident. Ce qui semble le plus proche de la vérité (en rassemblant les morceaux d'information de témoins), c'est que dans cette banque en particulier, en plein cœur d'Athènes, lors d'une journée de grève générale, environ 20 employés ont été forcés de travailler par leur patron, enfermés à clé « pour assurer leur protection », et qu'au final trois d'entre eux sont morts d'asphyxie. Initialement, un cocktail Molotov a été lancé à travers un trou fait à un des carreaux d'une fenêtre du rez-de-chaussée de la banque. Cependant, lorsque certains employés ont été vus sur les balcons, des manifestants leur ont dit de sortir et ont essayé d'éteindre le feu. Ce qui s'est réellement passé alors et comment en un instant le bâtiment s'est retrouvé en feu, demeure inconnu.

La série macabre des événements qui ont suivis a déjà probablement été bien relatée : les manifestants qui tentent d'aider ceux qui se trouvent pris au piège, les pompiers qui tardent trop à sortir certains d'entre eux, le souriant banquier milliardaire poursuivi par une foule en colère. Au bout d'un certain temps, le Premier ministre a annoncé l'information au Parlement, condamnant l'« irresponsabilité politique » de ceux qui résistent aux mesures prises et qui « entraînent les gens à la mort », tandis que les "mesures de salut" du gouvernement, au contraire, « défendent la vie. » Le renversement de situation a été couronné de succès. Rapidement s'en est suivie une importante opération des forces anti-émeute : la foule a été dispersée et pourchassée, l'ensemble du centre de la ville a été bouclé jusque tard dans la nuit, l'enclave libertaire d'Exarchia a été placée en état de siège, un squat anarchiste a été expulsé et beaucoup de ses occupants arrêtés, un local pour immigrants a été dévasté et un nuage de fumée persistante s'est maintenu sur la ville laissant un sentiment d'amertume et d'hébétude...

Les conséquences furent visibles dès le jour suivant : les vautours des médias ont exploité les morts tragiques en les présentant comme une « tragédie personnelle », détachée de son contexte général (de purs corps humains coupés de leurs relations sociales) et certains allèrent même jusqu'à demander la criminalisation de la résistance et de la protestation. Le gouvernement a gagné du temps en changeant le sujet de la discussion et du conflit et les syndicats se sont vus libérés de toute obligation d'appeler à une grève pour ce jour même où les nouvelles mesures étaient approuvées.

Dans un tel climat général de peur, de déception et de douche froide, quelques milliers de personnes se sont tout de même rassemblées devant le Parlement dans l'après-midi lors d'une manifestation organisée par les syndicats et les organisations de gauche. La colère était toujours là, des poings ont été dressés, quelques bouteilles d'eau et des pétards ont été jetés sur les policiers anti-émeute et des slogans contre le parlement et la police ont été lancés. Une femme âgée a demandé aux gens de chanter « Qu'ils s'en aillent ! » (les politiciens), un jeune a pissé dans une bouteille et l'a jeté sur la police, quelques anti-autoritaires étaient là aussi et quand la nuit est tombée et que les syndicats et la plupart des organisations de gauche s'en étaient allées, des gens tout à fait ordinaires, des gens normaux, aux mains nues, ne sont pas partis. Après avoir été violemment attaqué par la police anti-émeute, pourchassés et piétinés par les escadrons de la place Syntagma, les jeunes et les vieux, apeurés, mais furieux, se sont dispersés dans les rues avoisinantes. Tout était rentré dans l'ordre. Cependant, on ne voyait pas seulement la peur dans leurs yeux, on voyait aussi de la haine. C'est certain, ils reviendront.

MAINTENANT, QUELQUES RÉFLEXIONS GÉNÉRALES :

1. Les mesures sévères contre les anarchistes et les anti-autoritaires ont déjà commencé et vont devenir plus intense encore à l'avenir. La criminalisation de tout un mouvement socio-politique, allant même jusqu'aux organisations d'extrême gauche, a toujours été une stratégie de diversion utilisée par l'État et sera utilisée plus encore maintenant que l'attaque meurtrière a créé des conditions aussi favorables. Cependant, incriminer les anarchistes ne conduira pas les centaines de milliers de personnes qui ont défilé, et même ceux beaucoup plus nombreux qui ne l'ont pas fait, mais qui sont concernés, à oublier le FMI et le « paquet de sauvetage » que leur a offert le gouvernement. Harceler notre mouvement ne paiera pas les factures des gens ni garantira leur avenir qui demeure incertain. Le gouvernement devra bientôt incriminer la résistance en général, et a déjà commencé à le faire, comme l'indique clairement les incidents du 6 mai.

2. L'Etat fera un petit effort en « faisant des reproches » à quelques hommes politiques pour apaiser l' « émotion populaire » qui pourrait bien se transformer en « soif de sang ». Certains cas flagrant de « corruption » seront peut-être punis et certains hommes politiques sacrifiés pour mettre de l'huile dans les eaux troublées.

3. Il y a une référence constante à une « dérive constitutionnelle », qui vient à la fois du LAOS (extrême droite) et du KKE dans un spectacle de récriminations, révélant néanmoins les craintes croissantes de la classe dirigeante d'une aggravation de la crise politique, d'une aggravation de la crise de légitimité. Divers scénarios sont recyclés (un parti des hommes d'affaires, un régime type « Junte des colonels »), qui reflètent les craintes profondes d'un soulèvement prolétarien, mais qui en réalité sont utilisées pour sortir la question de la crise de la dette de la rue et l'amener dans l'arène politique centrale sous la banale question « qui sera la solution ? » au lieu de « quelle est la solution ? »

4. Ceci étant dit, il est temps d'aborder les questions plus cruciales. Il est plus que clair que le jeu écoeurant de transformer la peur/faute de la dette en peur/faute de la résistance et du soulèvement (violent) contre le terrorisme de la dette a déjà commencé. Si la lutte des classes s'intensifie, les conditions peuvent ressembler de plus en plus à celles d'une véritable guerre civile. La question de la violence est devenue centrale.

De la même manière que nous prenons la mesure de la gestion de la violence de l'Etat, nous sommes contraints d'analyser également la violence prolétarienne : le mouvement doit aborder la question de la légitimation de la violence rebelle et de son contenu en termes pratiques.

En ce qui concerne le mouvement anarchiste et anti-autoritaire lui-même et sa tendance insurrectionnaliste dominante, la tradition d'une glorification

machiste et fétichisée de la violence a duré trop longtemps et a été trop importante pour demeurer dans l'indifférence aujourd'hui. La violence comme une fin en soi, sous toutes ses formes variées (y compris la propre lutte armée) n'a cessé de se propager depuis des années, et surtout après la révolte de décembre 2008 où un degré de décomposition nihiliste est apparu clairement (nous avons fait quelques références dans notre texte « Le passage rebelle d'une minorité prolétarienne ... »), en s'étendant au mouvement lui-même.

Dans la périphérie de ce mouvement, dans ses marges, un nombre croissant de personnes très jeunes est apparu faisant la promotion d'une violence nihiliste sans limites (revêtu du « nihilisme de décembre ») et de la « destruction », même si cela implique aussi le « capital variable » (comme les jaunes, les « éléments petits-bourgeois », les « citoyens respectueux de la loi. »). Qu'une telle dégénérescence surgisse de la rébellion et de ses limites, ainsi que de la crise elle-même est d'une claire évidence.

Jusqu'à un certain point, certaines condamnations de ces attitudes avait déjà commencé à se faire entendre ainsi qu'une certaine auto-critique (certains groupes anarchistes ont même désigné leurs auteurs de « voyous paraétatiques ») et il est fort possible que les anarchistes et les anti-autoritaires organisés (groupes ou squats) essaieront d'isoler politiquement et opérationnellement de telles tendances. Cependant, la situation est plus complexe et dépasse la capacité d'(auto) critique théorique et pratique du mouvement. A posteriori, on peut dire que ces incidents tragiques, avec toutes leurs conséquences, auraient pu se produire lors de la rébellion de décembre 2008 : ce qui l'a empêché alors cela n'a pas été seulement la chance (la station service qui n'a pas explosé à côté d'un immeuble en flammes, le samedi 7 décembre lorsque les émeutes les plus importantes ont eu lieu dans la nuit avec la majorité des bâtiments vacants), mais aussi par la création d'une sphère publique prolétarienne (bien que limitée) et de communautés de lutte qui trouvèrent leur voie, non seulement par la violence, mais à travers leur propre contenu, discours et autres moyens de communication.

Ce furent ces communautés pré-existantes (d'étudiants, de supporters de football, d'immigrés, d'anarchistes) qui se sont transformées en communautés de lutte, autour des thématiques mêmes de la rébellion qui ont pu donner à la violence une place significative. De telles communautés émergeront-elles encore maintenant qu'il n'y a pas seulement une minorité prolétarienne impliquée ? Émergera-il des formes pratiques d'auto-organisation dans les lieux de travail, dans les quartiers et les rues en mesure de déterminer la forme et le contenu de la lutte et par conséquent de situer la violence dans une perspective libératrice ?

Ce sont là des questions difficiles et urgentes mais dont nous devons trouver les réponses par la lutte.